

Commonwealth Africa

Last year ushered in a new era in Canada's bilateral assistance program for Commonwealth Africa. The global food and energy crises of recent years pointed to the need to make substantial changes to the Commonwealth Africa Program. Individual Country Programs were modified to place greater emphasis on rural development, especially food production, as areas where Canada can make a vital contribution to improving living standards in the countries. The types of projects approved indicated a trend toward projects which create employment and the concentration of assistance in fewer sectors. Also, initial steps were taken to develop programs in some of the least developed countries in Africa - Botswana, Lesotho, Malawi and Ethiopia. In the past these countries had received only sporadic assistance from Canada, while ongoing programs had been implemented for countries such as Nigeria and Ghana, with which Canada has had long-standing historical and political ties. However, in recent years major programs had been established for Kenya, Zambia, and Tanzania, one of the world's least developed countries and now the prime recipient of Canadian aid in Commonwealth Africa. The East African Community, which administers certain common services for Tanzania, Kenya and Uganda, also receives Canadian assistance.

In its comparatively short history, Canada's bilateral assistance for Commonwealth Africa has run the gamut from a program based entirely on technical assistance to a more broadly-based program which includes capital projects, rural development and technical assistance.

As the year ended, 316 projects, including many in the key sectors of rural development, transportation, energy and telecommunications, were under way. About 520 Africans were receiving training in Canada or in institutions in "Third Countries" supported by Canadian funds, and 230 Canadian teachers and advisers were in Africa on individual contracts. Disbursements increased by some \$40 million over the previous year, exceeding the \$100 million mark for the first time.

Nigeria

Until 1973 Nigeria had been a major recipient of Canadian aid in Commonwealth Africa. Canada in recent years had supported several important capital-intensive projects - the design and supervision of the Kainji Power Station, the building of a transmission line from the station to Niamey in Niger and the provision of 54 diesel locomotives. But now with its oil wealth expected to add millions of dollars to its foreign exchange earnings, Nigeria no longer needs, nor is requesting, Canadian capital assistance. Canada will, however, continue to meet its commitments to ongoing capital projects. The future Canadian program will provide only technical assistance, especially that which can help Nigeria diversify its economy.

Ghana

In recent years Ghana has restructured its economy to place greater stress on self-sufficiency. Consistent with the country's development priorities the Canadian program has been modified and is now

Afrique du Commonwealth

L'an dernier a marqué le début d'une ère nouvelle dans le programme canadien d'aide bilatérale à l'Afrique du Commonwealth. Les crises mondiales des dernières années dans les secteurs de l'énergie et de l'alimentation ayant fait ressortir le besoin d'apporter des changements importants au programme, on a modifié les programmes par pays et mis l'accent sur le développement rural, et particulièrement sur la production alimentaire, domaines où l'aide canadienne peut donner une impulsion décisive à la hausse du niveau de vie de ces pays. À la lumière des projets approuvés, on note une tendance vers les projets générateurs d'emplois et la concentration de l'aide dans un plus petit nombre de secteurs. En outre, on a posé les premiers jalons des programmes dans certains des pays les moins développés d'Afrique, soit le Botswana, le Lesotho, le Malawi et l'Éthiopie. Par le passé, ces pays n'avaient reçu du Canada qu'une aide sporadique; par contre, de vastes programmes avaient été entrepris dans des pays comme le Nigeria et le Ghana avec lesquels le Canada entretient des liens historiques et politiques de longue date et, ces dernières années, d'importants programmes avaient été arrêtés pour le Kenya, la Zambie et la Tanzanie; ce dernier, l'un des pays les moins développés du monde, est actuellement le premier bénéficiaire de l'aide canadienne en Afrique du Commonwealth. La communauté est-africaine, qui administre certains services communs à la Tanzanie, au Kenya et à l'Ouganda, reçoit également une aide du Canada.

Bien qu'il soit assez récent, le programme canadien d'aide bilatérale à l'Afrique du Commonwealth a évolué substantiellement: à l'origine basé entièrement sur l'assistance technique, il a progressivement ouvert ses horizons pour englober des projets d'investissement, de développement rural et d'assistance technique.

À la fin de l'année, 316 projets, dont plusieurs dans les secteurs clés du développement rural, des transports, de l'énergie et des télécommunications, étaient en cours d'exécution. Environ 520 Africains recevaient une formation au Canada ou dans des institutions en "tiers pays" subventionnées par des fonds canadiens, et 230 enseignants et conseillers canadiens oeuvraient en Afrique dans le cadre de contrats individuels. Les décaissements ont augmenté d'environ \$40 millions par rapport à l'année précédente, franchissant pour la première fois le cap des \$100 millions.

Nigeria

Jusqu'en 1973, le Nigeria avait été l'un des principaux bénéficiaires de l'aide canadienne en Afrique du Commonwealth. Au cours des dernières années, le Canada a appuyé plusieurs grands projets à fort coefficient de capitaux, comme la conception et la surveillance de l'aménagement hydro-électrique de Kainji, la construction d'une ligne de transport d'énergie reliant la centrale de Kainji à Niamey, au Niger, et l'envoi de 54 locomotives diesel. Cependant, le Nigeria pouvant compter sur les millions de dollars en devises étrangères que lui rapportera le pétrole, il ne requiert plus, ni ne cherche à obtenir, l'aide financière canadienne. Le Canada va toutefois respecter